

HYDROCARBURES

Yousfi annonce de nouveaux partenariats

«Aucune société n'a quitté l'Algérie et il y a des sociétés qui arrivent». C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines a affirmé hier, au Centre des conventions d'Oran (CCO) – Mohamed Benahmed, après avoir ouvert l'Algerian Energy Day, coïncidant avec les travaux de l'Assemblée exécutive du Conseil mondial de l'énergie.

De fait, Youcef Yousfi a, démentant toute allégation à ce sujet, et notamment le départ annoncé de la britannique British Gas, a contrario, voulu rassurer sur la poursuite du partenariat avec les compagnies pétrolières étrangères. «Nous travaillons en parfaite harmonie» avec les compagnies qui coopèrent en Algérie, dira le ministre de l'Energie. Et, par ailleurs, un partenariat prôné

dans le cadre du programme national de développement des énergies nouvelles et renouvelables (ENR), en voie de lancement et pour lequel plusieurs dizaines de milliards de dollars et de dinars sont consacrés, note M. Yousfi. A ce sujet, il avait lors de son allocution d'ouverture encouragé les investisseurs nationaux et nos partenaires «à participer à la réalisation de ce programme qui consis-



Photo : NewPress

te à installer une puissance d'origine renouvelable de près de 22 000 MW entre 2011 et 2030 dont 10 000 MW

pourraient être dédiés à l'exportation, si les conditions s'y prêtent». Cela, dans la mesure où l'accompagne-

ment de l'Etat est assuré mais à charge cependant de «continuer à investir avec nos partenaires dans l'industrialisation de la filière ENR et le développement du génie local». Mais aussi de «soutenir les projets, mesurer et partager les risques, ouvrir les marchés et s'accommoder d'un cadre réglementaire favorable, transparent, juste et partagé». Et d'autant que, selon Youcef Yousfi, «l'enjeu des renouvelables est trop sérieux pour risquer un jour d'abandonner les projets à chaque fois que plane le spectre de la récession. Nous avons donc intérêt à coopérer ensemble pour le développement soit effectif et maîtrisé».

Chérif Bennaceur

ASSEMBLÉE EXÉCUTIVE DU CONSEIL MONDIAL DE L'ÉNERGIE À ORAN

«Raffermir les liens au sein du CME pour une coopération internationale»

Les travaux de l'assemblée exécutive du Conseil mondial de l'énergie (CME), qui se sont ouverts le 21 novembre 2011 au Centre des conventions d'Oran Mohamed-Benahmed, avec l'inauguration par le ministre de l'Energie et des Mines, d'une exposition regroupant les principaux acteurs du secteur de l'énergie, se sont poursuivis hier avec la journée consacrée à «l'Energie Algérie», destinée à faire connaître le secteur énergétique algérien et ses perspectives de développement. S'agissant du rôle que doit jouer le CME, le ministre de l'Energie et des Mines estime qu'il est «plus important que jamais» et de poursuivre «aujourd'hui, nous vivons et évoluons dans un monde où les certitudes tranquilles et confortables d'hier se sont écroulées, nous astreignant à des prises de décision rapides, souvent douloureuses, et qui nous mettent face à des équations difficiles à résoudre».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir)

- Les travaux du CME s'étaleront jusqu'au 24 novembre 2011 et constitueront l'occasion pour l'ensemble des participants de débattre, autour de la mise sur pied d'infrastructures pour faire face à une demande croissante de 40 à 50% par rapport aux niveaux actuels prévue pour les 20 prochaines années. Il s'agira également de préparer le 22^e congrès du Conseil mondial de l'énergie, qui aura lieu en 2013 en Corée du Sud et d'évaluer les résultats obtenus depuis le dernier congrès qui s'est tenu en septembre 2010 à Montréal.

L'Algérie est représentée à l'intérieur de ce conseil par Nouredine Bouterfa (président-directeur général de Sonelgaz) en sa qualité de président du Comité algérien de l'énergie. Hier, durant son allocution d'ouverture des travaux du CME, Nouredine Bouterfa, s'exprimera au sujet des actions pour lesquelles œuvre le Comité algérien de l'énergie (CAE).

«Le CAE, œuvre en collaboration avec d'autres acteurs, à la promotion et au développement du potentiel énergétique national et agit en faveur de la coopération internationale dans le domaine de l'énergie, dans la perspective du développement durable». Evoquant par la suite le secteur de l'énergie en Algérie, l'intervenant fait savoir que «l'Algérie contribue substantiellement à l'accélération de la croissance économique nécessaire pour concrétiser les objectifs de développement, de promotion socio-économique et de renouveau auxquels aspire notre pays, en particulier pour assurer un recul significatif, à la fois de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement».

En prenant la parole, Pierre Gadonneix, président du Conseil mondial de l'énergie, considère que cette assemblée exécutive qui se tient à Oran promet d'être particulièrement intéressante, dans la mesure

où dit-il «elle permettra de faire le point sur la contribution des hydrocarbures au système énergétique global, dans une région qui a connu et continue de connaître d'importants bouleversements cette année, qu'ils soient dus : au développement des hydrocarbures non conventionnels essentiellement outre Atlantique ou aux événements souvent dési-

gnés par l'expression «Printemps arabe» et à leurs impacts sur la volatilité des prix des hydrocarbures ; ou encore à la croissance persistante des sources d'énergies alternatives renouvelables et non charbonnées».

Le président du Conseil mondial de l'énergie, a insisté lors de son intervention sur «la méthode», sur les facteurs clés de succès d'une bonne politique publique, qui permet précisément de répondre aux enjeux de long terme en ne négligeant pas des réponses intelligentes aux soubresauts du quotidien. Le WEC a dévoilé mercredi dernier son étude annuelle des politiques publiques nationales de l'énergie et du climat d'où en est ressorti un certain nombre de leçons importantes.» Et de dire plus loin «je ne saurais trop insister sur la valeur de l'étude WEC d'évaluation annuelle des ressources et technologies et sur l'intérêt pour tous d'y participer afin qu'el-

le puisse véritablement offrir à chacun une évaluation précise et complète de toutes les technologies».

Dans discours annonçant l'ouverture officielle des travaux de l'assemblée exécutive du Conseil mondial de l'énergie, Youcef Yousfi, ministre de l'Energie et des Mines, abordera «le désengagement plus ou moins manifeste de certains pays vis-à-vis de l'énergie nucléaire en particulier et dans une moindre mesure, de l'énergie fossile, nous assistons en parallèle à l'émergence de plus en plus nette des énergies renouvelables. Ceci implique, du moins à court et moyen terme, des investissements colossaux, un approvisionnement plus incertain et des coûts relativement importants», dira-t-il. La sauvegarde de l'équilibre climatique de la Terre et la préservation des énergies fossiles sont l'une des priorités majeures pour l'Algérie. Pour ce faire, dira le ministre de

l'Energie et des Mines «notre programme consiste à installer une puissance d'origine renouvelable de près de 22 000 MW entre 2011 et 2030 dont 10 000 MW pourraient être dédiés à l'exportation, si les conditions s'y prêtent».

La deuxième session présidée par M. Nouredine Bouterfa a mis la lumière sur «la transition énergétique et les programmes de développement des énergies renouvelables en Algérie : rôle de la Sonelgaz» et «la place de la recherche et développement et de la formation dans le secteur énergétique».

Les travaux reprendront à huis clos les 23 et 24 novembre, entre experts et cadres centraux dudit ministère, ainsi que les chercheurs et universitaires. Ces travaux seront sanctionnés par l'adoption de recommandations et la déclaration d'Alger.

A. B.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DU CME

«Le Printemps arabe ne devrait pas perturber les perspectives en matière énergétique à long terme»

Lors d'une conférence de presse organisée en marge des travaux du Conseil mondial de l'énergie, animée par Pierre Gadonneix, président du Conseil mondial de l'énergie, et Nouredine Bouterfa, (président-directeur général de Sonelgaz), en sa qualité de président du Comité algérien de l'énergie, la question des répercussions du Printemps arabe sur le marché du gaz et du pétrole a été abordée. La réponse du président du CME s'est voulue rassurante.

«Notre conviction au sein du CME c'est que les enjeux en matière énergétique sont des enjeux de long terme, la variation du prix du pétrole, qui a accompagné le Printemps arabe ne devrait pas perturber ces perspectives à long terme, donc ça ne change pas les objectifs. L'énergie n'est pas un produit comme les autres, il y a besoin de politique publique qui justement donne les signaux de long terme.»

Concernant les recommandations en matière de l'énergie, Pierre Gadonneix estime que les conseils mondiaux de l'énergie qu'il préside et qui existent depuis 1923 ont beaucoup d'expérience et les points de vue de tous les pays du monde. «Il y a aujourd'hui une conviction qui est partagée dans tous les pays du monde, à savoir que la politique énergétique, et donc le secteur de l'énergie, a besoin de signaux de long terme et le marché à lui seul ne peut pas donner les signaux à long terme, il faut qu'il y ait des politiques énergétiques.

La journée à laquelle nous participons aujourd'hui voit la présentation de la politique énergétique algérienne mais tous les pays du monde ont pratiquement des politiques énergétiques et le Conseil mondial de l'énergie a publié la semaine dernière un document qui présente de façon synthétique la politique énergétique de certains pays et donne des indicateurs», dit-il.

Il précisera que toutes les politiques énergétiques dans le monde visent à répondre à trois types d'objectifs qui visent à favoriser la croissance, la sécurité et l'approvisionnement, à assurer des mesures qui protègent l'environnement et permettre aux populations les plus démunies l'accès à l'énergie.

Il ajoutera : «On est dans un contexte où il y a beaucoup d'incertitudes, qui durant les dernières années ont été à la fois des incertitudes qui sont des incidents ou des accidents.

Il y a eu l'explosion de la plate-forme pétrolière dans le golfe du Mexique, il y a plus de 18 mois, l'accident de Fukushima, l'incertitude qui résulte du Printemps arabe, donc il y a des volatilités dans les prix de l'énergie, mais aussi des incertitudes positives.

Il y a eu de bonnes nouvelles l'année dernière avec le développement de technologies qu'on ne pensait pas possibles il y a trois ans, personne n'avait pensé que le gaz de schiste connaîtrait un développement aussi important. Il y a de nouveaux développements dans le secteur pétrolier et donc il faut trouver des politiques énergétiques qui répondent à ces préoccupations de long terme tout en prenant en compte les incertitudes du présent.»

Concernant l'Algérie, pour l'intervenant, celle-ci est dans une situation très favorable et possède des ressources naturelles disponibles bien connues et qu'elle développe avec des progrès technologiques qui permettent de développer d'autres gisements.

Pour ce qui est des perspectives de développement des énergies renouvelables, notamment dans le solaire, Pierre Gadonneix dira que «l'Algérie incarne tout à fait ce que vont être les politiques énergétiques dans le monde, c'est-à-dire tenir compte à court et moyen terme des réserves possibles, disponibles : pétrole, gaz, et puis investir dans les énergies de demain : les énergies qui sont disponibles en quantités infinies sinon à très long terme. Le solaire donne toutes les caractéristiques d'un potentiel considérable».

A une question relative au projet Desertec, M. Bouterfa aura cette réponse claire et directe : «Desertec, c'est une idée de long terme et les idées de long terme se construisent pas à pas. Il n'y a pas de projets spontanés, nous sommes en discussion avec la société Desertec pour la mise en place d'une convention, cette convention fixe des axes d'études communes pour voir comment on peut favoriser l'émergence du renouvelable. Nous sommes très loin de la conception de Desertec comme étant un projet commercial, ce n'est pas du tout l'objet. Desertec est un projet de promotion et de soutien au développement des énergies renouvelables. Desertec ne dort pas, c'est comme tous les projets, comme toutes les idées qui ont besoin d'un temps de maturation.»

A. B.